

À gauche !

sur le cours inférieur du fleuve Amour, dansaient sur des tonneaux. Tout comme Maryvonne, monteuse chez Moulinex licenciée au printemps d'avant. Tout comme les 250 millions d'enfants qui travaillaient dans le monde. Tout comme les cinq milliards d'êtres humains qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté.

Oui ça faisait du monde.

Ça faisait presque le monde entier.

Jamais les inégalités n'avaient été aussi profondes dans l'histoire de l'humanité. Les 225 plus grosses fortunes du monde représentaient un total de 1 000 milliards d'euros, soit l'équivalent du revenu annuel des 47 % des personnes les plus pauvres, environ 2,5 milliards de personnes !

En ce temps-là, si le monde entier avait été un village de 100 habitants, il y aurait eu : 63 Asiatiques, 13 Africains, 10 Européens, 9 Sud-Américains et 5 Nord-Américains. Or les 5 américains auraient détenu 59 % des richesses, 80 personnes (sur 100) auraient vécu dans des logements précaires, 70 auraient été analphabètes et 50 auraient souffert de malnutrition.

Les 773 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne avaient, à eux tous, moins de lignes téléphoniques que les habitants de la ville de New York.

Oui, l'humanité entière ou presque a dansé ce soir-là. J'ai eu la joie de vivre assez longtemps pour voir ça. Nous avons vaincu la pensée triste. On ne peut pas danser sur une pensée triste. Ce soir-là, nous avons compris que « les triomphes du capitalisme n'étaient que les défaites que l'humanité s'infligeait à elle-même » (R. Vaneigem). Ce soir-là, on vit sombrer la fausse gauche dans les eaux glacées des calculs égoïstes.

Ce soir-là, nous avons brisé les barreaux de la cage idéologique qui nous enserrait au point que nous ne parvenions même plus à voir les barreaux.

Les statues de Tina étaient des figures virtuelles. Mais c'est la seule différence avec l'époque du grand Staline. Sinon tout rapprochait l'homme de fer de la dame de fer. Car TINA c'était elle. « There Is No Alternative ! » Son cri de guerre, de la guerre économique, de la guerre des riches contre les pauvres, qui avait été repris partout, au point d'être devenu l'ordre des choses. Cet Ordre des choses bascula cette nuit-là.

Ce fut la fin du temps. De Tina.

Introduction

« Tempête », « séisme », « tremblement de terre »... Les expressions n'ont pas manqué pour décrire la surprise des résultats du premier tour de la présidentielle de 2002. Hormis son indigence, la métaphore naturaliste a l'inconvénient d'occulter, pour un temps, les éléments socioéconomiques et politiques qui peuvent expliquer la situation actuelle. Car la défaite des socialistes, de leurs alliés communistes et de la gauche plurielle dans son ensemble n'était pas un accident imprévisible. De même, le succès du Front national n'est pas une calamité naturelle que les mobilisations d'entre les deux tours et la victoire en trompe l'œil du candidat Chirac suffiraient à endiguer. Bref, la première leçon de ce scrutin est que ni la gauche ni la politique ne peuvent dans ce pays continuer comme avant.

Au lendemain de cette élection, il a semblé urgent de tirer au plus vite quelques enseignements de cet échec historique. Il fallait d'abord essayer de prendre la mesure du traumatisme subi, de contribuer à en analyser les raisons profondes et ne pas se satisfaire des explications conjoncturelles des directeurs de campagne et autres consultants en communication politique. Il fallait prendre aussi la mesure des enjeux et des menaces à venir. Le choc du 21 avril a suscité une mobilisation spontanée de la jeunesse et de centaines de milliers de personnes, qui sont descendues dans la rue pour clamer leur colère et leurs craintes. Ce sursaut civique peut-il constituer un tremplin pour enclencher une autre logique, à l'instar des grèves de novembre-décembre 1995 qui sonnèrent provisoirement le glas de l'arrogance néolibérale et initièrent une dynamique débouchant sur la victoire de la majorité plurielle seize mois plus tard ? S'il est trop tôt pour le dire, il est possible et nécessaire de prendre parti dès aujourd'hui et d'affirmer avec force que la reconstruction de la gauche, dans toutes ses composantes, ne constitue plus une option mais une nécessité urgente, et ce quel que soit le résultat des législatives.

La gauche est désormais à la croisée des chemins : cédera-t-elle à la tentation d'une troisième voie social-libérale ou s'imposera-t-elle comme une force capable d'impulser des réformes radicales ? L'alternative n'est pas nouvelle. Il y a deux ans, à l'occasion de son numéro « Penser à gauche » la rédaction de *Mouvements* avertissait déjà : « En réalité la troisième voie n'est ni sociale, ni politiquement libérale. Elle laisse fonctionner le marché sans entraves en se contentant d'un mince filet de sécurité pour ceux que ce libre fonctionnement laisse sur les bas-côtés. Sa rhétorique sécuritaire est là pour rappeler à l'ordre les récalcitrants. Plus qu'un dépassement de la social-démocratie traditionnelle, le social-libéralisme en est dans une large mesure la négation. »

De fait, insidieusement, le social-libéralisme a gagné du terrain à gauche avec le repli croissant du gouvernement Jospin sur une gestion « modernisatrice » n'amendant qu'à la marge la logique de la mondialisation néolibérale. Après une campagne où le candidat socialiste a tout à la fois poussé un peu plus loin le recentrage sur des « classes moyennes » et tenté de doubler à droite sur le terrain des peurs, le constat est encore d'une actualité brûlante. Face à cette stratégie qui s'est révélée une machine à perdre, la construction d'une nouvelle offre politique appelle des réponses d'une tout autre ampleur que l'addition de trois paragraphes sociaux en fin de programme.

Il s'agit donc d'abord de rappeler la gauche à ses fondamentaux : le progrès social ne passera pas en laissant sur la touche les classes populaires pour se contenter de s'adresser aux cadres et aux couches supérieures. Mais il serait vain de penser que les orientations qui, dans le passé, ont fait la politique de gauche pourraient « resservir » en se contentant de quelques nuances. On ne ressuscitera ni la France d'antan – avec sa souveraineté et son colonialisme – ni la classe ouvrière des années 1960 – où les femmes n'étaient que des compagnes ou des mères et où l'industrie, fût-elle d'armement ou nucléaire, était parée de toutes les vertus. Plutôt que de résister dos au mur ou pire, de persister dans la voie d'une gestion technocratique qui, dans son souci d'efficacité, s'efforce de dissimuler son impuissance et son renoncement, il faut pousser les questionnements, renouer avec l'utopie en travaillant aux conditions pratiques de sa réalisation. Refonder la gauche implique de promouvoir une pratique résolument transformatrice accro-

chée à un horizon radical de transformation sociale, d'associer en permanence la résistance et le projet, la protestation et l'alternative, l'audace et le réalisme transformateur. Il s'agit de s'engager dans une transformation de l'ampleur de celle qui, au milieu du xx^e siècle, permit la mise en œuvre de l'État social ; dans une révolution comparable à celle qui touche depuis plusieurs décennies les rapports sociaux entre les sexes ; dans un bouleversement à la hauteur de celui que représenta la décolonisation. Ces dynamiques rassemblèrent de façon conflictuelle des forces radicales et réformistes, des réformateurs installés dans l'appareil d'État et des mouvements sociaux venus d'en bas.

C'est bien d'un projet fort de transformation sociale au bénéfice des couches dominées que la gauche gouvernementale a manqué cruellement. C'est ce « déficit » qu'elle a payé au prix fort. C'est ce déficit qui a transformé la pluralité nécessaire de la gauche en une cacophonie où dominaient le chacun pour soi et les intérêts de boutiquiers, malgré le courage et la lucidité de certaines voix minoritaires. C'est ce déficit qui a empêché que le bilan gestionnaire du gouvernement Jospin, qui n'était effectivement pas mauvais, se traduise positivement sur le plan électoral. Les mesures phares de ce gouvernement avaient été les 35 heures, la parité, le Pacs ou la couverture médicale universelle : toutes ou presque furent adoptées ou engagées durant les deux premières années. Le vide des derniers temps devenait effrayant. Qui pourrait dire ce que la gauche aurait à apporter si elle venait à rester au pouvoir pour cinq nouvelles années ? La baisse des impôts ? Plus de sécurité ? La simple mention de ces thèmes de campagne suffit à prendre la mesure de défaillances qui ne sont pas que de casting. Est-ce là ce dont le peuple de gauche a besoin ? Et, pour cela, a-t-on vraiment besoin de la gauche ?

Que la droite confirme sa victoire présidentielle, et il faudra dégager des axes concrets de réflexion et de lutte pour que l'opposition ne se contente pas de courir après le gouvernement conservateur, qu'elle échappe à des postures velléitaires, subalternes ou purement résistancielles, et qu'elle se constitue en alternative réelle. Que la gauche s'impose et elle devra changer de cap si elle entend éviter que la percée du Front national ne se reproduise à une échelle supérieure aux élections suivantes.

La situation politique hexagonale est d'autant plus inquiétante qu'elle ne tranche guère avec l'évolution du reste de l'Europe occidentale. Il y a cinq ans, la « vague rose » avait tout emporté ou presque. Les gouvernements, en grande majorité de gauche, semblaient avoir réuni les conditions pour travailler de concert au renouvellement d'un modèle social et civilisationnel européen. Le bilan est plus que piteux. Certes, l'Europe apparaît encore globalement comme un « modèle social » en comparaison des États-Unis ou des pays du Sud – les prélèvements obligatoires n'ont par exemple pas diminué qualitativement. Certes, elle fait un travail de lobbying en faveur d'une meilleure régulation écologique ou judiciaire au niveau international. Certes, son intégration a progressé qualitativement avec la mise en place de l'euro. Mais, dans le même temps, elle est demeurée engluée dans des dogmes comme le pacte de stabilité ou l'indépendance d'une banque centrale focalisée de façon obsessionnelle sur le taux d'inflation. Au nom du dynamisme économique, on a laissé grandir partout ou presque la précarisation de la société salariale. Dans son fonctionnement, l'Europe reste une boîte noire et une lourde machine technocratique, incapable de constituer le cadre nouveau d'une démocratie qui s'épanouirait au-delà des États-nations. Enfin, ultime symptôme, elle s'est alignée de plus ou moins bon cœur sur la politique étrangère nord-américaine dans toutes les échéances décisives.

Dès lors, les résultats politiques actuels ne surprennent guère. Aujourd'hui, de l'Italie au Portugal en passant par l'Autriche ou les Pays-bas, la gauche est en voie de déréliction. Dans un nombre croissant de pays, l'extrême droite populiste enregistre des scores inquiétants, voire accède aux responsabilités gouvernementales. Partout ou presque, les partis sociaux-démocrates sont sévèrement sanctionnés par les électeurs, sans que ces défaites soient compensées réellement par l'émergence de forces progressistes nouvelles. Le seul succès électoral notoire, celui du New Labour de Tony Blair, est une illustration tragique de la conjonction qui fait la recette « social-libérale » : une abstention massive des couches populaires et une adaptation profonde aux recettes thatchériennes.

Des mobilisations massives ont eu lieu un peu partout contre la mondialisation néolibérale ou, de façon plus ponctuelle, contre l'extrême droite ou contre les politiques des

gouvernements de droite, comme en Italie. Si elles ont pesé positivement sur les rapports de force, elles n'ont pas jusqu'ici été susceptibles de permettre une inversion de tendance. La spécificité de la France est que, parce ce que la droite comme la gauche gouvernementale sont encore plus faibles qu'ailleurs, l'extrême droite y est plus inquiétante.

La sociologie électorale du vote Front national dresse, de ce point de vue, un constat sans appel. Les classes populaires ont non seulement voté pour Le Pen dans des proportions comparables à celles de 1995, avec toutefois une pointe chez les chômeurs et les personnes peu diplômées. Elles se sont aussi fortement détournées du vote Chirac/Jospin/Hue. À titre d'exemple, les ouvriers, qui votaient à 25 % pour Jospin en 1995, ne l'ont fait qu'à 14 % cette fois-ci. Les électeurs des catégories les moins favorisées ont sanctionné les partis politiques de gouvernement en produisant un vote protestataire de gauche et d'extrême droite, ou en s'abstenant.

L'une des raisons de cette situation réside dans l'absence de prise en compte, par les acteurs majeurs du système politique, de la situation réelle d'une très grande partie de la population. L'embellie économique et les réformes des premières années du gouvernement Jospin n'ont pas permis de lutter efficacement contre les processus de précarisation sociale et salariale. Pire, les rapports sociaux de classe se sont durcis, sur le plan salarial et plus encore sur le plan patrimonial (les aménagements fiscaux qui ont fait figure de « réforme » ont profité principalement aux ménages les plus riches). Si la réduction du temps de travail a réellement profité aux cadres des grandes entreprises, notamment en termes de qualité de vie, en revanche les salariés d'exécution et les PME/PMI ont vu leurs conditions salariales stagner, leurs conditions de travail se durcir. Il fallait être naïf ou aveugle pour croire que les individus ne percevraient pas ce creusement des inégalités et qu'ils n'en nourriraient pas un profond sentiment d'injustice envers des dirigeants politiques peu attentifs.

Cette description déjà peu reluisante n'est malheureusement pas suffisante pour expliquer la situation. Sinon, on ne comprendrait pas l'abstention des femmes (un tiers des électrices). En dépit d'un vote socialiste plus féminin, Jospin a perdu une grande quantité d'électorat depuis 1995. Si le gouvernement ne peut être chargé de tous les maux de la terre,

on peut néanmoins être en droit de lui reprocher son manque d'ambition, son absence de combativité pour lutter contre les inégalités sociales massives qui grèvent encore les rapports sociaux entre les sexes. La précarisation touche principalement les femmes peu qualifiées, l'écart salarial entre les sexes diminue très faiblement (au rythme actuel, il faudrait un siècle pour qu'il disparaisse !), le temps partiel contraint place les femmes en situation d'infériorité dans les relations de travail, mais également dans les relations conjugales, les politiques sociales contribuent à perpétuer une vision traditionnelle (et donc dominée) de la femme, d'abord mère avant d'être femme... En la matière, l'introduction de la parité ne pouvait suffire.

La stabilité de l'électorat Front national révèle par ailleurs la persistance d'un fort sentiment xénophobe dans notre pays. À cette inquiétante réalité n'a pas su répondre une politique efficace de lutte contre les discriminations quotidiennes dont font l'objet les populations issues de l'immigration africaine, maghrébine, etc. En fait de politique, dont on attend qu'elle crée les conditions d'un « monde commun » ouvert aux différences, nous eûmes la police et le rappel à la loi. Nous avons assisté à une surenchère démagogique sur le thème de l'« insécurité » qui faisait l'économie d'une réflexion globale sur l'état de désagrégation d'une partie du corps social, miné par le ressentiment et la haine de l'autre. La crise de la politique, si souvent évoquée, renvoie aussi et surtout à cette incapacité à définir un projet commun.

Le détour par la question des institutions devient alors inévitable. Au fil des élections de la V^e République, les liens entre citoyens et responsables politiques se sont peu à peu distendus. Confrontés à des situations inédites, et difficiles, les représentants de l'État se sont tenus à une posture défensive : préserver les institutions revenait à assurer leur survie politique, même au détriment de la crédibilité du politique, ou de sa dimension morale. Les points de blocage institutionnels sont bien connus : l'élection du président de la République au suffrage universel contribue à personnaliser à outrance le pouvoir, en accentuant la professionnalisation des hommes politiques dans de véritables écuries en quête de la tête de l'exécutif, avec pour résultat final un affaiblissement du pouvoir législatif ; le cumul des mandats accentue encore un peu s'il fallait cette professionnalisation, bloquant le renouvellement générationnel

et sexué ; la relative inertie du champ politique bloque également les diverses possibilités de participation citoyenne, la suspicion réciproque des acteurs de chaque camp concernant les motivations de l'autre, et la frilosité des élus à l'égard d'une gestion moins centralisée des décisions publiques empêchent l'émergence d'une expertise alternative à celle des conseillers institués du politique, tout en accentuant l'idée d'une incapacité naturelle du citoyen à prendre parti dans les questions qui le concernent ; à l'échelle européenne, la question se pose du déficit démocratique des instances de décision, et de la manière dont les dirigeants politiques abordent plus généralement la nécessaire construction européenne.

On le devine, l'enjeu n'est pas seulement institutionnel. Si l'Europe peine à exister politiquement, c'est sans doute parce qu'elle a trop longtemps fait le choix de garder à bonne distance les citoyens en leur préférant les consommateurs. Le résultat est là : alors que l'introduction de l'euro il y a quelques mois n'a provoqué ni enthousiasme ni traumatisme, l'Europe continue de susciter au mieux l'indifférence, au pire une inquiétude sourde. L'enjeu est là, devant nous : au-delà des appels réguliers et formels à construire une « Europe politique », les dirigeants français et européens doivent faire la preuve que ce nouvel espace de décision est capable d'apporter, et non de démanteler, les protections individuelles et collectives dans le domaine social notamment. Si la réflexion demeure nécessaire sur les conditions futures d'une participation citoyenne active à la prise de décision, les responsables politiques de gauche peuvent donner dès maintenant des signaux forts afin que l'Europe, aujourd'hui perçue comme un destin, marqué du sceau de l'irréversibilité, devienne enfin un projet.

L'enjeu est à la hauteur des inquiétudes suscitées par la mondialisation, celle des échanges commerciaux et financiers mais aussi celle liée à la montée en puissance des organes de régulation supra-nationaux (tel l'OMC). Certains ont eu, parfois à juste titre, le sentiment que la gauche s'est satisfaite de l'objectif minimal et défensif de « réguler la mondialisation ». Incapable de répondre au risque d'une dérive ultra-libérale, ce mot d'ordre ignorait les aspirations à une « autre mondialisation » exprimée à l'occasion des contre-sommets de Seattle à Gênes. La différence n'est pas rhétorique : les inégalités Nord-Sud, l'immigration, les femmes, l'environnement, etc., les défis ne

À gauche !

manquent pas qui appellent des réponses globales et fortes. Ces défis appellent une nouvelle « constitution politique » du monde qui ne se réduise pas à ses autorités de régulation mais implique la multitude d'acteurs qui font la société civile mondiale et incarne sa force de contestation autant que de proposition.

L'avènement d'un mode solidaire réclame autre chose qu'une *lex mercatoria*, le simple encadrement des pratiques financières et commerciales, mais engage la question cruciale des conditions de possibilité d'un autre développement des sociétés humaines. À titre d'exemple, la gauche peut et doit travailler dès maintenant à proposer rapidement des alternatives écologiques aux pratiques industrielles ou agricoles actuelles qui prennent acte du niveau de vie des individus les moins riches. Pour ce faire, la réflexion écologique ne doit pas être envisagée sous l'angle d'un mieux-disant civilisationnel, cerise sur le gâteau réservé aux sociétés privilégiées, mais comme un véritable paramètre stratégique du développement socioéconomique.

L'objectif de cet ouvrage n'est certainement pas de proposer un programme complet ou clef en main. Il s'agit plutôt d'explorer un certain nombre de pistes non exclusives, sur lesquelles la gauche pourrait se remobiliser pour donner un sens à l'avenir. Les différentes contributions de cet ouvrage tentent ainsi, chacune à son niveau, chacune à sa manière, de dresser quelques axes forts qui pourraient être ceux d'une gauche revenue des mirages du libéralisme économique et de ses effets sur les rapports sociaux. Une gauche qui souhaiterait réellement lutter pour l'égalité des chances, des moyens, des possibilités de chaque individu ayant choisi la France et, au-delà, l'Europe pour vivre. Une gauche pour qui la discussion avec les citoyens s'imposerait comme une évidence, dans une démocratie active, ouverte, à l'écoute des évolutions, des aspirations et des désirs. Une gauche pour qui la liberté ne signifierait pas insécurité sociale généralisée, mais protections collectives et individuelles aptes à encourager la créativité des individus.

JEAN-PAUL GAUDILLIÈRE
FRANÇOIS GÈZE
HUGUES JAILLON
STÉPHANE LE LAY
YVES SINTOMER
GILBERT WASSERMAN

I

Comprendre